

Rwanda : une étape vers la vérité

Jean-Luc Mélenchon, Bastien Lachaud

Facebook, 27 mai 2021

Sans exprimer aucun soutien au régime autoritaire de monsieur Paul Kagame au Rwanda, ni rien oublier de l'ensemble des événements qui ont eu lieu, du génocide au Rwanda aux massacres en RDC ensuite, nous partageons la formulation du président français Emmanuel Macron pour les phrases suivantes : « *En s'engageant dès 1990 dans un conflit où elle n'avait aucune antériorité, la France n'a pas su entendre la voix de ceux qui l'avaient mise en garde ou bien peut être a-t-elle surestimé sa force en pensant pouvoir arrêter ce qui était déjà à l'œuvre. La France n'a pas compris qu'en voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire. En ignorant les alertes des plus lucides observateurs la France endossait alors une responsabilité accablante dans un engrenage qui a aboutit au pire alors même qu'elle cherchait précisément à l'éviter. À Arusha, en août 1993, la France pensait aux côtés des afri-*

cains avoir arraché la paix. Ses diplomates y avaient œuvré, persuadés que le compromis et le partage du pouvoir pouvait prévaloir. Ces efforts étaient louables et courageux mais ils ont été balayés par une mécanique génocidaire qui ne voulait aucune entrave à sa monstrueuse planification. En 1994, quand les bourreaux commencèrent ce qu'ils appelaient odieusement leur "travail" la communauté internationale mis 3 interminables mois avant de réagir. ».

À ce constat nous ajoutons les demandes suivantes :

1) Il faut que les responsables notoires du génocide des tutsis qui vivent encore en France soient jugés pour leurs crimes.

2) Prolongation de l'enquête sur les criminels qui ont abattu l'avion transportant les deux présidents du Rwanda Juvénal Habyarimana et du Burundi Cyprien Ntaryamira et des deux pilotes français de cet avion. Cet acte servi de prétexte aux événements sanglants qui ont suivi, dont le gé-

nocide au Rwanda et le massacre au Congo. Il ne peut être question d'effacer la responsabilité des commanditaires, quels qu'ils soient et des leurs agents d'exécution.

Les circonstances de cette période forment un tout. Pour qu'une page soit tournée, pour que les blessures aussi béantes soient-elles se referment, il faut qu'il y ait justice. Il faut qu'il y ait justice pour toutes les victimes du génocide des tutsi, et pour cela il faut que les génocidaires hutus qui coulent encore des jours heureux en France (notamment la veuve du président rwandais Habyarimana) puissent être jugés pour leurs crimes. Il faut qu'il y ait justice pour l'attentat contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, attentat qui a servi de prétexte à l'effroyable tuerie d'1 millions d'innocents. Il faut que la vérité émerge, quelle qu'elle soit. Nous la devons aux familles des pilotes français de l'avion présidentiel, qui attendent que toute la lumière soit faite depuis vingt-six longues années. Il faut qu'il

y ait justice pour René Maïer et Alain Didot, gendarmes français assassinés dans des circonstances troubles dans les premiers jours du génocide. Il faut enfin qu'il y ait justice pour les centaines de milliers de victimes des massacres qui se sont déroulés en RDC à la fin des années 1990. La responsabilité de l'armée rwandaise de Paul Kagamé dans une partie de ces massacres est minutieusement documentée par le rapport Mapping de l'ONU, rapport défendu par le prix Nobel de la paix congolais, le docteur Mukwege. Or, Paul Kagamé continue à ignorer ces crimes de masse.

Les Insoumis plaident au Rwanda comme ailleurs pour la vérité, la responsabilité et la liberté, aux côtés de tous ceux qui la revendiquent ici et sur place. Admettre les responsabilités du gouvernement français de l'époque au Rwanda est une chose très importante. Tirer les leçons pour l'avenir dans nos relations avec l'Afrique en est une autre qui l'est tout autant.